

[Traduction]

Le ministre des Postes (M. Mackasey) voulait très sincèrement, je pense, faire franchir à ce bill toutes les étapes et lui donner force de loi, malgré les divergences d'opinion quant à la valeur de certaines de ses dispositions. Je dois dire, toutefois, que j'ai l'impression que certains ministériels auraient été ravis de trouver quelque excuse pour le laisser en suspens. Ils auraient eu ainsi l'occasion de faire croire à certaines régions du pays que l'opposition officielle est plus ou moins responsable du déficit magistral que vont accuser les Jeux. En disant cela, je ne cherche nullement à minimiser le désir manifeste et réel du ministre de voir ce bill adopté.

J'aimerais, à l'instar du député d'en face qui m'a précédé, faire certains commentaires dépassant quelque peu l'objet du bill mais qui s'y rattachent étroitement. Je tiens à le faire avant qu'il ne franchisse l'étape de la troisième lecture car c'est peut-être la dernière occasion que nous aurons avant quelque temps pour exprimer des opinions à ce sujet. Dès le début, le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement ont agi de façon irréflective en ce qui concerne les Jeux olympiques.

Des voix: Bravo!

● (1430)

M. Stanfield: Le premier ministre a lancé une invitation au comité international olympique au nom du Canada sans apparemment étudier les répercussions financières de cette invitation. On a parlé il y a quelques minutes de critiques formulées à l'endroit de la ville de Montréal. J'ai beaucoup d'admiration pour le maire de Montréal. C'est un homme très dynamique. Mais je dois dire qu'il est difficile pour bien des gens, les journalistes, même les simples députés, de prendre au sérieux toutes les prévisions du maire, quand il a dit, par exemple, que pas plus qu'un homme ne peut porter un enfant, les Jeux ne peuvent connaître un déficit. Cette remarque, qu'il était difficile de prendre au sérieux à l'époque est devenue plutôt ridicule depuis. Si l'administration de la ville de Montréal jouit de peu de crédibilité au Canada, c'est à cause de déclarations comme celle-là.

Mais je ne suis pas ici pour critiquer l'administration de la ville de Montréal ni, en fait, l'administration des Jeux. Je dis qu'il était irréflectif de la part du premier ministre de lancer une invitation sans en étudier les répercussions financières ni tenir compte de la probabilité d'un déficit. Je dis qu'une fois que le premier ministre a eu signé cette invitation et une fois que le maire de Montréal a eu persuadé le comité olympique d'octroyer les Jeux à Montréal, le reste s'est déroulé de façon aussi inévitable qu'une tragédie grecque.

Je tiens à dire à mes amis du gouvernement qu'ils ont voulu présenter les Jeux olympiques avec éclat, mais chaque fois qu'il y a eu des ennuis, quelqu'un d'autre était à blâmer. Le premier ministre et les ministériels ont persisté à dire que le Trésor fédéral ne contribuerait à réduire aucun déficit. On pourrait débattre de l'ampleur de la contribution fédérale et se demander si on s'en est tenu à ce qu'avait dit le premier ministre, mais laissons cela de côté cet après-midi. Ce qui m'inquiète, c'est que le premier ministre, après avoir lancé l'invitation, avoir tout mis en branle, croie apparemment se décharger de sa responsabilité en répétant sans cesse que le gouvernement ne s'est engagé à aucune obligation financière.

Les Jeux olympiques sont maintenant menacés d'un énorme déficit, déficit qui n'est pas entièrement dû aux

Jeux olympiques

ravages de l'inflation, bien que celle-ci n'y soit pas étrangère. Les Montréalais et l'ensemble des Québécois se rendent compte que ce sont eux qui vont devoir éponger ce déficit lorsqu'ils régleront la facture. Ils devraient bien comprendre, à ce moment-là, qu'outre Montréal et la province de Québec, le premier ministre et le gouvernement du Canada ont aussi leur part de responsabilité. Ils devraient comprendre que ce n'est pas seulement le maire de Montréal ou le gouvernement du Québec, mais aussi le premier ministre du Canada qui a contribué à mettre les contribuables de Montréal et du Québec dans une telle situation.

Le bill à l'étude ne reflète qu'un petit aspect de la question. Lors de la présentation du premier bill sur les Jeux olympiques, qui traitait des pièces et des timbres, le ministre responsable, l'actuel ministre des Travaux publics (M. Drury), alors président du Conseil du Trésor, nous a dit qu'avec ce projet de loi, le gouvernement fédéral s'acquittait de son entière responsabilité, et que le projet répondrait à tous les engagements contractés par le gouvernement fédéral auprès du COJO. Depuis, ce bill a été remanié pour lui donner une portée qui n'était apparemment pas prévue au départ.

Je tiens simplement à dire que si nous adoptons ce bill, j'espère qu'on ne saisira plus le Parlement de projets spéciaux pour financer les Jeux olympiques. J'estime qu'il s'agit là de la dernière mesure. Elle permettra sans doute de diminuer dans une certaine mesure le déficit, mais il n'en reste pas moins que les Jeux olympiques vont accuser un déficit gigantesque; ce problème insurmontable est toujours là, et je tiens simplement à dire, avant de reprendre ma place, que le gouvernement canadien ne fait pas son devoir vis-à-vis des Montréalais ou des Québécois, ou simplement des Canadiens, en prétendant n'avoir aucune responsabilité financière. Ce sont les Montréalais et les Québécois qui vont en faire les frais et c'est incontestablement la faute du premier ministre qui était prêt à envoyer d'abord des lettres d'invitation, sans même avoir étudié les frais que pouvait comporter une telle entreprise.

● (1440)

[Français]

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Madame le président, je citerai la déclaration de l'honorable chef de l'opposition (M. Stanfield). Depuis que c'est évident que le Canada aura les Olympiques en 1976, chaque député de l'opposition, a appuyé, comme on dit en bon français, à «100 milles à l'heure» les Olympiques, au Canada. Naturellement, madame le président...

M. Prud'homme: Avec de petites nuances, avec de petites nuances!

M. Grafftey: Ah! que l'honorable député reste tranquille! C'est très «plate» pour les gens de l'opposition. Il parle et parle, sans invitation à le faire!

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Si l'honorable député de Saint-Denis (M. Prud'homme) veut participer au débat, il pourra le faire dans quelques minutes.

M. Grafftey: Je vais discuter de ses paroles tout à l'heure, on peut en être assuré.

Naturellement, madame le président, comme Québécois, comme les ministériels et les autres députés de l'opposition, je suis très fier du fait que nous aurons les Olympiques à Montréal, dans la province de Québec. C'est évi-